

L'histoire des femmes

Micheline Dumont

« *La question sociale au québec, 1880-1930 : la condition féminine et le mouvement des femmes dans l'historiographie* »

Fernand Ouellet

Volume XXI - n° 42, novembre 1988, pp. 319-345

Les travaux en histoire des femmes continuent d'être publiés avec régularité et le besoin se fait de plus en plus sentir de procéder à un bilan historiographique. Depuis 1983, année qui marque la publication des collectifs *Travailleuses et féministes* et *Maîtresses de maison, maîtresses d'école*, introduits l'un et l'autre par un chapitre d'historiographie, aucun nouveau bilan n'a été publié. Aussi, qu'elle n'a pas été notre surprise d'en découvrir un dans un récent numéro d'*Histoire sociale* (daté de novembre 1988, mais paru en septembre 1989) et signé de nul autre que Fernand Ouellet. Fernand Ouellet, vraiment ? Les collègues à qui on posait la devinette en restaient bouche bée.

La lecture de cet article suscitait toutefois des réactions bien différentes. La surprise faisait place à l'incompréhension, puis à l'indignation et à la consternation. Est-ce que 20 ans d'histoire des femmes n'avaient servi à rien ? Les historiennes ont souvent l'impression (fausse, comme toutes les impressions) que leurs recherches ne sont pas véritablement prises en compte par la corporation des historiens, ou qu'en tous les cas, leurs travaux ne réussissent pas à infléchir les grandes interprétations historiques. Plusieurs pensent, vraisemblablement à tort, qu'elles ne sont pas lues. Mais c'est une chose d'être lue et une autre d'être comprise. La preuve sautait aux yeux, étalée sur 27 pages assorties de 59 notes infrapaginales ne citant pas moins de 25 historiennes (et quelques sociologues) dans 36 textes différents ! Car après lecture, on se prenait à penser qu'il aurait sans doute été préférable que Fernand Ouellet s'épargne et nous épargne cet exercice. Est-ce que vraiment il n'aurait rien compris ?

Fernand Ouellet est un membre honoraire du comité de rédaction d'*Histoire sociale* — *Social History*. Ce fait permettrait-il d'expliquer la

publication de cet article ? Car on peut douter qu'un tel texte aurait pu franchir l'épreuve de l'évaluation externe. On a ressuscité pour le publier la chronique intitulée *Débat*. De quoi, grand dieu, allons-nous débattre ? Est-il possible de discuter quand il faut tout reprendre depuis le début ?

Il serait trop fastidieux de relever toutes les citations hors contexte, les références incomplètes, les rapprochements incongrus, les omissions inadmissibles, les lectures incorrectes et les sollicitations textuelles qui s'égrènent comme un chapelet à travers tout l'article. Cet exercice serait inutile et accorderait trop d'importance à un texte qui s'apparente davantage à un sermon qu'à un bilan historiographique. Les historiennes ont commis quantité de péchés véniels et quelques fautes mortelles qui les écartent pour un long purgatoire du paradis de l'histoire. Elles n'ont pas compris les textes sacrés et s'éloignent de l'orthodoxie traditionnelle. Les dogmes de l'encyclique de celui qui fut le pape de « l'école de Québec » sont infaillibles. Ce vocabulaire à consonnance religieuse est utilisé ici à dessein et permet de poser une question fondamentale : l'anticléricisme constitue-t-il une position pertinente pour faire de la critique historique ?

Comment résumer les propos de F.O. ? Dans la première partie, il traite de la condition féminine (*sic*). Il soutient que les historiennes ont mal évalué : a) la situation des domestiques; b) la situation des travailleuses de l'industrie, dont elles ont exagéré les conditions pénibles; c) le rôle décroissant des femmes dans la production agricole; d) la situation des institutrices victimes non pas de discrimination basée sur le sexe, mais de la concurrence des religieuses; e) la signification des vocations religieuses féminines; f) le développement de l'instruction des filles; g) le rôle des congrégations religieuses féminines, notamment face au développement de nouvelles professions féminines; h) l'interprétation de l'idéologie de la période en prétendant qu'elle était en contradiction avec la réalité.

Dans la seconde partie, consacrée au militantisme féminin (*sic*), il soutient que les historiennes se sont également trompées dans leurs interprétations concernant : a) le syndicalisme féminin; b) l'action des premières féministes québécoises, notamment leur association présumée avec les religieuses; c) le rôle des associations de dames patronnesses et des Cercles des fermières.

En plus de ces erreurs d'interprétation ponctuelles, les historiennes ont présenté des cadres théoriques déficients : a) comme les historiens de la classe ouvrière, elles ont « ramené le social au national » (319); b) dans le souci de présenter les femmes comme des victimes, « elles ont oublié que de tout temps, elles avaient contribué à l'économie familiale, appartenu à des classes sociales et exercé de plusieurs façons un pouvoir » (310); c) elles ont refusé d'admettre « (...) qu'une femme peut dominer et exploiter d'autres femmes (...) et [ne semblent pas] être disposées à accepter l'idée que les solidarités de classes peuvent l'emporter sur les affinités ethniques et l'appartenance sexuelle » (320); d) elles ont abusivement assimilé à l'exploitation nationale,

l'exploitation de la classe ouvrière et féminine (343). Toutes ces interprétations sont fautive parce que de 1880 à 1930, le phénomène de l'industrialisation n'a pas suscité une détérioration de la condition des femmes, mais une amélioration. S'il y a eu des difficultés pour les femmes, cela est dû principalement à la cléricatisation de la société québécoise en général et à l'action des congrégations religieuses féminines en particulier qui ont exercé sur les femmes une domination de classe.

Il n'est pas possible, dans le cadre d'un *Débat*, de reprendre point par point chaque élément de cette argumentation. Il faudrait y consacrer du temps et des énergies que je préfère garder pour des recherches plus utiles. Je reconnais aussi volontiers que je n'ai pas la compétence voulue, notamment sur les approches théoriques. Il se peut donc que je commette ici ou là des erreurs. Je m'en excuse d'avance auprès de mes collègues historiennes. Après 15 années de recherche et de réflexion, j'ai la certitude de ne pas maîtriser encore ce nouveau champ de l'histoire qui évolue sans arrêt.

L'irruption du concept de genre dans l'histoire oblige à modifier toutes ses interprétations, notamment celles qui introduisent des distinctions de classes et de races (ethnies ?). Les femmes sont sujets de l'histoire. La prise en compte de leur expérience oblige à poser de nouvelles questions, à imaginer de nouvelles sources, à critiquer les périodisations traditionnelles, à redéfinir les catégories et les valeurs. L'histoire des femmes doit modifier notre manière de comprendre toute l'histoire¹. Ce n'est manifestement pas à cet exercice épistémologique qu'il s'est livré.

Je voudrais dans cette réponse polarisée autour de certains points soulevés par le bilan de F.O. relever quelques-uns de ses arguments, souligner son ignorance de l'historiographie de l'histoire des femmes et m'attarder plus particulièrement aux critiques formulées à l'endroit de Marta Danylewycz. Danylewycz est prise à partie 13 fois dans l'article de F.O. Elle est le sujet de 25 p. 100 de toutes les mentions d'historiennes. Or, elle est la seule parmi nous à ne pouvoir publier une réplique. Cela en dit long sur le courage de notre nouveau spécialiste en histoire des femmes.

* * *

Quels sont les arguments de F.O. pour repousser du revers de la main à peu près tout ce que les historiennes ont avancé depuis une quinzaine d'années ? En voici quelques échantillons :

1. Je pourrais ici énumérer une abondante bibliographie internationale dans les deux langues officielles. Je m'en abstiens volontairement. Ces ouvrages étaient cités dans les articles lus par F.O. Il aurait dû les consulter.

Sur les domestiques

Leurs conditions de travail et celles de l'ensemble de la classe ouvrière canadienne-française se sont améliorées imperceptiblement mais sensiblement. Car s'il en avait été autrement, les chefs de famille, pour résister à la misère, auraient incité fortement leurs filles à s'engager comme domestiques (321).

Si les domestiques étaient rares, c'est que leurs conditions de travail s'amélioreraient !

Certes, les domestiques diminuaient en nombre. Toutes les historiennes l'ont noté. Mais ce que F.O. ne semble pas comprendre, c'est que les planchers, le linge et la vaisselle ont continué à être lavés, que les repas ont continué à être préparés et que, d'une manière générale, toutes les femmes, même celles de la bourgeoisie et celles de congrégations entières de religieuses ont été transformées en servantes. L'analyse du service domestique pose la question fondamentale du travail ménager. Mais pour F.O., le service domestique n'est qu'une option parmi d'autres du travail industriel (322). Il n'a pas vu que toutes celles qui font ce travail gratuitement, l'immense majorité, ne figurent jamais dans les statistiques.

Sur le travail industriel

Les femmes y sont en décroissance continue durant toute la période qu'il étudie. C'est donc la preuve que leur sort s'améliore.

Il est évident que si la situation de la classe ouvrière s'était aussi détériorée, les chefs syndicaux auraient, au nom des ouvriers appauvris et au nom du droit au travail pour les femmes, protesté violemment contre la mécanisation et contre la discrimination pratiquée à l'endroit de certaines catégories de travailleuses exploitées mais dans le besoin (327).

Il avance également que les femmes ne constituent pas une main-d'œuvre de réserve (325).

Voilà des affirmations bien audacieuses que les spécialistes de l'histoire de la classe ouvrière apprécieront. En Amérique du Nord, les syndicats de toute nature ont été les pires adversaires du travail des femmes. Tout leur a servi pour le contrôler : les lois protectionnistes, la discrimination occupationnelle, la pratique syndicale elle-même. Par ailleurs, les historiennes féministes ont longuement documenté l'impact de l'idéologie des deux sphères qui avait pour conséquence de frapper d'illégitimité le travail salarié des femmes. F.O. n'en dit mot. Et peut-on imaginer un exposé sur la place des femmes dans le travail industriel entre 1880 et 1920 qui ne consacre pas un seul mot au travail des femmes durant la Première Guerre mondiale ? F.O. a réussi cet exploit.

Sur la révolution industrielle

L'interprétation de l'impact de la révolution industrielle sur la vie des femmes constitue un débat permanent en histoire des femmes depuis 20 ans. L'historiographie féministe a évolué profondément, et les thèses et antithèses s'opposent régulièrement. Depuis la publication de l'ouvrage de Scott et Tilly, *Women, Work and Family*, en 1978, il n'est plus possible d'aborder la question de la participation des femmes dans la production sans introduire aussi celle de la reproduction. C'est pourquoi les historiennes sont d'une extrême prudence sur cette question et c'est dans le cadre d'une économie familiale, phase de transition entre la société pré-industrielle et la société contemporaine, que se situent désormais toutes les analyses. F.O. ne réfère pas à ces débats qu'il ne connaît manifestement pas, même si toutes les historiennes qu'il cite s'y réfèrent et, surtout, il ignore souverainement la réalité et l'expérience des femmes. Il n'y a guère que les tableaux statistiques qui réussissent à l'émouvoir. Mais sait-il voir la réalité dissimulée derrière un taux de natalité ou un pourcentage de femmes dans l'industrie textile ? On peut en douter.

Sur la main-d'œuvre féminine rurale

F.O. n'accepte pas l'interprétation des historiennes concernant le déclin progressif des femmes dans l'économie rurale. Il sort de son chapeau pour la démolir un tableau sur les beurreries et les fromageries au Québec qui nuance effectivement quelques données sur la question, mais qui n'entame en rien la problématique générale. Il conclut :

Il ne fait pas de doute qu'en général les femmes furent, de toutes sortes de façons, mêlées de près aussi bien aux décisions liées à cette orientation de l'agriculture qu'à celles qui amenèrent certains cultivateurs à devenir eux-mêmes fabricants. (...) Envisagée dans le contexte du développement de l'industrie manufacturière, l'élimination rapide de la main-d'œuvre féminine des fabriques de produits laitiers est un phénomène qui s'explique mieux par la mécanisation et par le poids des bidons de lait que par le système patriarcal (326-327).

Voilà un argument de poids !

Sur les institutrices

F.O. ne connaît pas le phénomène de la féminisation du personnel enseignant à travers toute l'Amérique du Nord au XIX^e siècle. Si les institutrices ont été exploitées, c'est principalement parce qu'elles subissaient la concurrence des religieuses. Sur cette question, F.O. devient volubile : 5 pages ! Outre que les historiennes, contrairement à ce qu'il prétend, n'ont jamais oblitéré la concurrence des religieuses, il néglige plusieurs autres variables fondamentales reliées à ce phénomène : le sous-financement des commissions scolaires, l'absence d'écoles normales, l'exigence du célibat pour les institutrices laïques, le rôle important des pensionnats privés dans le développement de l'école publique, le financement presque exclusivement

privé de ces pensionnats, les distinctions de classes à l'intérieur même du groupe des religieuses. Dans l'histoire de l'éducation au Québec, les rapports de classe et de genre sont aussi fondamentaux que la dichotomie laïc-religieux et, surtout, beaucoup plus éclairants. Il ne suffit pas de parsemer un texte de quelques « mâles » et de quelques « femelles » pour prendre en compte les distinctions de genre.

Sur le féminisme

F.O. ne connaît pas les débats historiographiques sur l'interprétation du féminisme du début du XX^e siècle. Il semble ignorer que le féminisme chrétien ne représente qu'une facette parmi plusieurs de toutes les tendances qui ont exprimé le repli conservateur qui a succédé aux mouvements pour les droits des femmes du milieu du XIX^e siècle. Il ne sait pas que les historiennes, après avoir critiqué assez péremptoirement ce repli conservateur, procèdent en ce moment à une ré-interprétation de ces objectifs et de ces attitudes. Et, bien sûr, il n'a rien saisi des débats passionnants autour des concepts d'égalité et de différence et sur la culture des femmes. Il ne se doute même pas que des historiennes explorent avec acuité la question du contre-pouvoir des femmes dans la sphère privée. Il n'a apparemment pas lu les études qui analysent les arguments des féministes ou de leurs adversaires ni celles qui illustrent que même les partis politiques les plus libéraux et les tenants de l'école laïque en France se faisaient un point d'honneur d'adopter les mêmes idées conservatrices sur la question des femmes et celle de la famille.

Il ne considère que la soumission des femmes au discours qu'il appelle « clérical » et affirme que le flirt des féministes avec les anglophones a empêché toute alliance avec les religieuses (334 et 340). [Mais il prétend, à la page 341, qu'il y avait entre les féministes et les sœurs une solidarité de classe. Allez comprendre !]; il déclare que

les féministes adoptèrent des positions négatives sur des questions aussi fondamentales que l'école obligatoire, la rationalisation des services sociaux, le syndicalisme et le droit de vote pour les femmes (341).

En fait, il semble considérer comme un bloc monolithique l'ensemble des femmes engagées dans des mouvements féminins.

Que l'Église catholique ait contribué à soutenir la subordination des femmes, cela n'est ni très original à affirmer ni très difficile à démontrer. Il est plus difficile de savoir si c'est en tant qu'institution cléricale ou en tant qu'institution masculine que cette subordination s'est exercée. Et il est certain qu'il n'y a pas sur cette question de lutte entre l'Église et l'État (problématique chère entre toutes à F.O.), mais bien une inébranlable solidarité masculine contre les aspirations des femmes. Chose certaine, la laïcisation de la société québécoise, après 1960, n'a pas contribué à donner aux femmes des responsabilités. Elle a plutôt contribué à éliminer les femmes de tous les postes d'autorité et d'expertise qu'elles détenaient, et ce, qu'elles soient religieuses ou laïques. Cela mérite réflexion.

Sur les congrégations religieuses et les vocations religieuses féminines

Sur cette questions, F.O. est également très abondant. Aucune ambiguïté dans ses propos.

(...) les Canadiennes françaises eurent leurs chances de promotion sociale enrayées par des femmes de leur propre groupe. Ce fut, entre autres, le cas des institutrices, des infirmières et des travailleuses sociales par rapport aux religieuses (327-328).

(...) les religieuses furent amenées à participer activement à un projet qui fit avancer la cause cléricale, mais dont la conséquence fut d'inférioriser d'avantage la femme laïque catholique et francophone (328).

Il n'accepte pas l'interprétation selon laquelle la vocation religieuse aurait eu une signification positive pour les femmes. Toute participation au pouvoir cléricale est considérée par lui comme une abomination, rien de moins.

Cela l'entraîne à quelques contradictions. Il reproche aux ordres religieux d'avoir tâté du marché des obligations (342), mais il s'insurge contre les historiens et les historiennes qui osent affirmer que l'Église assume pleinement [au XIX^e siècle] le monde moderne et sait utiliser à son avantage les changements qu'il opère (334). Cette association entre Église et modernité constitue de toute évidence une hérésie aux yeux de F.O. Par ailleurs, il ne procède à aucune distinction entre les divers types de congrégations ni nuances sur le plan de leurs conditions financières; il interprète incorrectement les conclusions des historiennes ou ne connaît pas les études publiées sur cette question.

On comprend alors le profond désaccord qui l'oppose à l'ouvrage de Marta Danylewycz, *Profession : Religieuse. Un choix pour les Québécoises*. Ce qui est difficile à comprendre, cependant, c'est la lecture qu'il en a faite. Voici une historienne qui part des mêmes observations que lui sur la mainmise de l'Église catholique, au milieu du XIX^e siècle, sur l'ensemble de la société québécoise; qui décrit adroitement la montée des vocations féminines en la reliant aux thèmes plus généraux de la culture, du travail féminin et de l'organisation de la famille, mais surtout à travers le prisme de leurs expériences de femmes; qui examine sous un nouveau jour la collaboration des religieuses et des premières féministes au début du XX^e siècle. Danylewycz termine ce dernier chapitre ainsi :

La dépendance du Québec envers les services assurés par les religieuses a constitué par les laïques une sorte de handicap politique. L'œuvre que les sœurs accomplissent est orientée « exclusivement au profit de l'idée religieuse » rejetant dans l'ombre « l'initiative féminine » qui sous-tend le militantisme des laïques. Cette situation a empêché les femmes de prendre conscience de leur force : elles ont été frustrées du sens de l'accomplissement sur le plan individuel et collectif. Pour les hommes, en revanche, dans une société qu'ils tiennent sous leur contrôle, cette situation ne peut que renforcer leur prestige et perpétuer leur tyrannie. Il était donc indispensable, pour que s'enclenche la lutte en faveur de l'égalité politique et économique à la fin du XIX^e siècle, que cette lutte soit fondée sur le développement des œuvres des

laïques, ce qui revenait essentiellement à refaire et réorganiser, en pleine connaissance de cause, l'ancienne relation entre ces laïques et les religieuses (198).

F.O. a-t-il lu cette page qui reprend les mêmes constatations que les siennes ?

D'où vient donc l'opposition qui sépare F.O. de Danylewycz ? Vraisemblablement de ce petit paragraphe de la conclusion qu'il se garde bien de citer :

Se présentant comme une force gratifiée par la nature du don de pouvoir aux besoins de la société, les femmes (religieuses et laïques) offrent une solution originale au conflit âpre et persistant qui oppose l'Église à l'État à propos de la conduite des affaires sociales. Dans l'optique des féministes, ce sont les femmes qui devraient tenir le premier rang de ce secteur si disputé de la vie sociale, et non l'Église ou l'État, deux pouvoirs dominés par les hommes.

Pour un spécialiste de la lutte entre l'Église et l'État, c'est sans doute une interprétation inacceptable !

Danylewycz s'est placée du point de vue des femmes; elle a analysé le phénomène des vocations religieuses en partant de leurs aspirations et elle l'a traité en examinant la situation réelle des femmes dans la famille et dans la société. Cela l'a entraînée à modifier la périodisation traditionnelle, à séparer l'histoire des religieuses de celle de l'Église et à aborder cette question dans le cadre de l'histoire sociale et politique. C'est pourquoi elle conclut : « Tout compte fait, entrer au couvent a pu fort bien signifier : triompher du handicap d'être une femme dans un monde d'hommes » (204). Cette conclusion ne peut convenir à un historien dont les idées semblent encore bloquées à l'aurore des années 1960.

* * *

En intitulant son article : « La question sociale au Québec », F.O. considère l'histoire des femmes comme un simple élément de l'histoire sociale. En choisissant la périodisation 1880-1930, il se situe dans un cadre chronologique qui ne correspond pas aux dynamiques propres à l'histoire des femmes. D'ailleurs, il ne prend même pas la peine de justifier ce choix. Enfin, en utilisant côte à côte dans le sous-titre les deux expressions « condition féminine » et « mouvement des femmes », il illustre son ignorance des débats qui ont entouré ces expressions depuis deux décennies. En somme, F.O. ne se réfère à aucune des interrogations méthodologiques suscitées par la critique féministe de l'histoire : le genre, la périodisation, le langage. Il a choisi plutôt d'opposer des fragments de démonstrations à sa conception de la réalité historique. Au fond, il dit aux historiennes : « Vous vous trompez parce que vous ne pensez pas comme moi. »

Il conclut son article en évoquant l'amélioration significative qui a caractérisé la société québécoise entre 1850 et 1930. Il écrit : « On peut dire que le *salaire réel* s'est certainement amélioré légèrement de 1850 à 1930 » (343). C'est vraisemblable, puisque le salaire des hommes s'est considérablement accru. Tant pis si cette affirmation ne se vérifie pas pour les femmes sans salaire, les institutrices (laïques ou religieuses), les ouvrières (sauf durant la Première Guerre mondiale), les servantes, les religieuses ménagères et les vendeuses. Par ailleurs, il termine en énumérant une série de sept facteurs qui ont marqué une nette amélioration dans la vie des femmes durant la même période. On pourrait lui suggérer de mettre quelques bémols à cette liste : augmentation des filles-mères, augmentation spectaculaire du nombre d'orphelins, augmentation des infanticides, augmentation des séparations légales, augmentation des familles mono-parentales, effet négatif de l'urbanisation sur la scolarité des filles, absence presque complète de subventions pour les institutions privées destinées aux filles, début des processus de bureaucratisation qui maintiennent fermement les femmes dans des emplois subalternes... Faut-il continuer ? On commence à comprendre pourquoi il s'est arrêté en 1930.

Nous sommes ici confronté-e-s au grand défi que pose la pratique de l'histoire des femmes. Car comment introduire l'expérience des femmes sans déranger les grandes interprétations historiques ? Tant de théoriciennes ont expliqué cela tellement mieux que je ne pourrais le faire. Alors, comment ne pas terminer en invitant Fernand Ouellet à aller lire Joan Kelly, Michelle Perrot, Joan Scott, Céline Fauré, Gerda Lerner, Alice Kessler-Harris, Elizabeth Fox-Genovese, Arlette Farge, Yvonne Knibiehler... L'histoire des femmes n'est ni une section de l'histoire ni en dehors de l'histoire. Elle est un nouveau regard sur toute l'histoire, nouveau parce qu'il interroge pour toutes les analyses le rapport entré les hommes et les femmes. Comme le dit Joan Scott, le défi posé par les réactions à l'histoire des femmes est un défi théorique.

Il exige l'analyse non seulement du rapport entre les expériences masculines et féminines dans le passé, mais aussi du rapport entre le passé et les pratiques historiques actuelles. (...) Comment le genre donne-t-il un sens à l'organisation et à la perception de la connaissance historique² ? »

C'est un beau défi à relever. Et puis, ça nous changera de la querelle entre l'Église et l'État.

* * *

2. Joan Scott, « Genre : une catégorie utile d'analyse historique » dans *Les Cahiers du GRIF. Le Genre de l'histoire*, n^{os} 37-38, Paris, Tierce, 1988, pp. 125-153. La version originale anglaise de cet article est plus accessible. Joan Scott, « Gender: A useful category of historical analysis » dans *The American Historical Review*, décembre 1986.

Bibliographie

Volumes (recueil d'articles)

- Beddoe, Deirde. *Discovering Women's History*. London, Pandora Press, 1983, 232 p.
- Carroll, Berenice A. *Liberating Women's History. Theoretical and Critical Essays*. Chicago, University of Illinois Press, 1976, 434 p.
- Deutrich, Mabel et Virginia C. Purdy, *Clio was a woman. Studies in the History of American Women*. Washington, Howard University Press, 1980, 352 p.
- Hartman, Mary et Lois W. Banner. *Clio's Consciousness Raised New Perspectives on the History of Women*. New York, Harper Colophon Books, 1974, 253 p.
- Kelly, Joan. *Women, History and Theory*. Chicago, University of Chicago Press, 1984, 163 p.
- Lerner, Gerda. *The Majority Finds Its Past. Placing Women in History*. Oxford, Oxford University Press, 1979, 217 p.
- Newton, Judith L., Mary P. Ryan and Judith R. Walkowitz. *Sex and Class in Women's History*. New York and London, Routledge and Kegan Paul, 1983, 270 p.
- Perrot, Michelle, dir. *Une histoire des femmes est-elle possible ?*. Rivages, 1984, 227 p.
- *Le Genre de l'histoire*. Bruxelles, Les Cahiers du Grif, 1988, 188 p.
- *L'Histoire sans qualité*. Paris, Galilée, 1979, 223 p.

Articles

- Bonnet, Marie-Jo. « Adieux à l'histoire », *Stratégie des femmes*. Éditions Tierce, 1984, pp. 363-375.
- Bouchardeau, Huguette. « Plaidoyer pour une histoire des femmes », *Pas d'histoire les femmes*. Paris, Syros, 1977, pp. 7-33.
- Dubois, Ellen et al. "Politics and Culture in Women's History", *Feminist Studies*, vol. 6, n^o 1, printemps 1980.
- Dauphin, Cécile. « Femmes », *La Nouvelle Histoire*. Paris, Les Encyclopédies du Savoir moderne, 1978, pp. 176-180.

- Dumont, Micheline. « Découvrir la mémoire des femmes », *Devenirs de femmes*. Montréal, Fides, 1980, pp. 51-65.
- Dumont, Micheline. « Histoire : mot féminin », *Liberté*, n° 147, juin 1983, pp. 27-33.
- Dumont, Micheline. « Historienne et sujet de l'histoire », *Questions de culture*, n° 7, IQRC, 1985, pp. 21-34.
- Dumont, Micheline. « Les pièges de l'histoire », *Différentes mais égales*. Actes du Colloque international de philosophie de l'Université de Montréal. Montréal, P.U.M., 1985, pp. 65-82.
- Faure, Christine. « L'absente », *Les temps modernes*, n° 410, septembre 1980, pp. 502-514.
- Fox-Genovese, Elizabeth. "Culture and Consciousness in the Intellectual History of European Women", *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, 1987, vol. 12, n° 3, 1987, pp. 529-544.
- Fox-Genovese, Elizabeth. "Placing Women's History in History", *New Left Review*, n° 133, mai-juin 1982, pp. 5-29.
- Gordon, Linda. "What's New in Women's History", *Feminist Studies. Critical Studies. Theresa de Lauretis*, 1986, pp. 20-30.
- Kessler-Harris, Alice. "The just price, the free market, and the value of Women", *Feminist Studies*, vol. 14, n° 2, été 1988, pp. 235-251.
- Kerber, Linda K. "Separates Spheres, Female Worlds, Women's Place: The Rhetoric of Women's History", *Journal of American History*, vol. 75, n° 1, juin 1988, pp. 9-39.
- Lewis, Jane. "Women, Lost and Found. The Impact of Feminism on History" dans Dale Spender, *Men's Studies Modified*. Pergamon Press.
- Mosher Stuard, Susan. "The Annales School and Feminist History: Opening Dialogue with the American Stepchild", *Signs*, vol. 7, n° 1, pp. 135-143.
- Norton, Mary Beth et C.R. Berkin. "Introduction", *Women of America. A History*. New-York, Houghton Mifflin, 1979, pp. 3-37.
- Prentice, Alison. "Towards a Feminist History of Women and Education" dans D.C. Jones, *Monographies in Education: Approaches in Educational History*. Winnipeg, University of Manitoba Press, 1981, pp. 39-64.
- Ross, Ellen et Rayna Rapp. "Sex and Society: A Research Note from Social History and Anthropology", *Comparative Study of Society and History*, vol. 23, n° 1, janvier 1981, pp. 51-72.

- Scott, Joan W. "Deconstructing equality-versus difference: or, the uses of poststructuralist theory for feminism", *Feminist Studies*, vol. 14, n^o 1, printemps 1988, pp. 33-51.
- Smith-Rosenberg, Carroll. "Writing History: Language, Class and Gender", *Feminist Studies, Critical Studies, Theresa de Lauretis*. Indiana, Indiana University Press, 1986, pp. 31-54.
- Smith-Rosenberg, Carroll. "The New Woman and the New History", *Feminist Studies*, vol. 3, n^o 1, 1975, pp. 185-198.
- Van Kirk, Sylvia. "What Has the Feminist Perspective Done for Canadian History?", *Knowledge reconsidered: A feminist overview / Le savoir en question : vue d'ensemble féministe*, CRIAW/ICRAF, Ottawa, 1984, pp. 46-58.
- « Culture et pouvoir des femmes : essai d'historiographie », *Annales ESC*, mars-avril 1986, n^o 2, pp. 271-293.